

Contribution du Ministre-Président à la Newsletter du MRAX

Le Gouvernement bruxellois que j'ai l'honneur de présider a fait du « Vivre ensemble », l'une de ses priorités de l'actuelle législature.

Bruxelles est une métropole cosmopolite dans laquelle se côtoient plus de 170 nationalités, et autant de cultures, différentes. C'est dire tout le soin que l'on se doit d'apporter à la mise en œuvre d'actions de prévention et d'éducation à la diversité car elles contribuent à favoriser le dialogue interculturel et interconvictionnel, tout comme elles contribueront à faire vivre de futur code de conduite résumant l'éthique urbaine que nous souhaitons promouvoir et voir appliquer par tous les habitants et tous les acteurs au sein de notre Région.

Cette logique d'action prévaut aussi, et j'oserais dire nécessairement, pour le monde du travail.

De nouveaux leviers issus de la 6ème réforme de l'Etat, sont mis à la disposition du Gouvernement. Ils permettent de cibler plus finement les bénéficiaires visés par nos politiques de lutte contre les discriminations et en faveur d'une égalité de traitement sur le marché de l'emploi. Je songe, par exemple, aux demandeurs d'emploi présentant un déficit de qualification professionnelle ou issus de quartiers identifiés comme défavorisés au plan socioéconomique, ...

L'exemplarité de cette démarche volontariste se manifestera au sein de nos services publics. Sans viser à l'exhaustivité, je citerai 2 mesures représentatives de la ligne suivie. Ainsi, à l'horizon 2019, le Gouvernement s'est engagé à augmenter proportionnellement de 10% par rapport à l'existant de l'année 2013 le nombre de Bruxellois dans l'administration régionale.

Par ailleurs, le renforcement de l'embauche par les pouvoirs locaux des personnes issues des quartiers fragilisés socio économiquement est en voie de finalisation.

Complémentairement, le 16 juin dernier, a été signé par mon Gouvernement, le Gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles, les Collèges des Commissions communautaires et les acteurs socio-économiques bruxellois siégeant au Conseil économique et social le texte fondateur de la Stratégie 2025 pour Bruxelles.

La Stratégie 2025 pour Bruxelles, processus concerté et en partie partagé dans sa mise en œuvre avec les acteurs économiques et sociaux de la Région, intègre à travers les 18 grands Objectifs (engagements), les dimensions transversales de qualité et de durabilité tant en matière d'économie que d'emploi et de formation.

La lutte contre la précarisation de l'emploi et en faveur d'un emploi de qualité est dès lors une priorité dans toutes les politiques publiques d'emploi. Dans ce cadre, afin d'encourager une dynamique de promotion active d'un emploi de qualité au sein de l'ensemble du tissu économique bruxellois, le Gouvernement soutiendra les efforts de formation continue au sein des entreprises ainsi que les actions menées en matière d'égalité de traitement, de diversité et de conciliation de la vie professionnelle avec la vie privée.

Très concrètement, cette transversalité se traduit à la fois dans l'organisation même du pilotage des 18 Objectifs de la Stratégie et dans la mise en place d'un Objectif spécifiquement dédié à la valorisation de l'Emploi durable et de qualité.

S'appuyant sur un réseau de référents chargés du suivi de la mise en œuvre des chantiers de la Stratégie, la coordination de l'ensemble du processus est assurée par le Ministre-Président et le Ministre de l'Economie et de l'Emploi, garants du respect des dénominateurs communs approuvés par l'ensemble des signataires. Annuellement, le sommet social réunissant les partenaires sociaux et le Gouvernement bruxellois définit les priorités, les « livrables » qui y sont liés sur base des engagements à moyen (2019) et long (2025) termes concertés au sein de chacun des 18 Objectifs ainsi que les indicateurs de suivi à déployer.

Enfin, les engagements partagés par le Gouvernement et les membres du Conseil économique et social en matière de mise en œuvre de l'Objectif spécifique de « promotion de l'emploi durable et de qualité » visent à la régulation optimale du fonctionnement du marché de l'emploi, notamment par l'augmentation de la participation des travailleurs en risque de discrimination.

Pour cela, il est, entre autres, prévu d'intégrer dans les plans de diversité négociés au sein des entreprises des objectifs quantitatifs visant l'embauche de personnes issues de quartiers défavorisés et de lier l'octroi des aides économiques aux entreprises à la conclusion d'un plan de diversité.

On le voit : conformément à ce qu'indique la Déclaration de politique générale, le Gouvernement entend soutenir la transformation des bonnes intentions en actes visibles et mesurables de la volonté des acteurs sociaux à agir pour un meilleur Vivre ensemble dans l'Emploi.

Rudi Vervoort,

Ministre-Président